

Brochure n° 3337

Conventions collectives régionales

**BÂTIMENT
(CHAMPAGNE-ARDENNE)**

Ouvriers

IDCC : 2585. – **Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés**

IDCC : 2584. – **Entreprises occupant plus de 10 salariés**

ACCORD DU 14 JUIN 2006

RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
ET À LA PRIME D'OUTILLAGE À COMPTER DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2006

NOR : *ASET0650856M*

IDCC : 2585

Entre :

La CAPEB Champagne-Ardenne ;

La fédération française du bâtiment Champagne-Ardenne ;

La fédération française des installateurs électriques (FFIE) ;

L'union fédérale des SCOP-BTP du Nord-Est,

D'une part, et

FO-BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Vu la convention collective régionale du 14 juin 2006, dans ses articles 2.6 « Indemnité de petits déplacements », 2.3 « Prime pour travaux occasionnels » et 2.4 « Outillage »,

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment, non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-

dire jusqu'à 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 14 juin 2006, et il a été convenu ce qui suit, au 1^{er} septembre 2006 :

Indemnités de transport :

- zone 1 A (0 à 5 kilomètres) : 0,94 € ;
- zone 1 B (5 à 10 kilomètres) : 1,70 € ;
- zone 2 (10 à 20 kilomètres) : 3,24 € ;
- zone 3 (20 à 30 kilomètres) : 4,96 € ;
- zone 4 (30 à 40 kilomètres) : 6,22 € ;
- zone 5 (40 à 50 kilomètres) : 7,99 €.

Indemnités de trajet :

- zone 1 A (0 à 5 kilomètres) : 1 € ;
- zone 1 B (5 à 10 kilomètres) : 1,46 € ;
- zone 2 (10 à 20 kilomètres) : 2,53 € ;
- zone 3 (20 à 30 kilomètres) : 3,69 € ;
- zone 4 (30 à 40 kilomètres) : 4,60 € ;
- zone 5 (40 à 50 kilomètres) : 6,88 €.

Indemnité de repas : 7,50 €.

L'indemnité de repas est due quelle que soit la zone dans les conditions prévues à l'article 2.6.5 de la convention collective régionale.

Article 2

Il est également convenu ce qui suit au 1^{er} septembre 2006 :

- prime d'outillage : 7,10 € ;
- prime horaire pour travaux occasionnels : 0,50 € de l'heure.

Article 3

Le présent accord sera effectif au 1^{er} septembre 2006.

Les parties signataires s'engagent à se rencontrer au moins 1 fois par an pour étudier les revalorisations des différentes indemnités et primes prévues aux articles 1^{er} et 2 dudit accord.

Article 4

Le présent accord, rédigé en 10 exemplaires, sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Reims, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Reims, le 14 juin 2006.

(Suivent les signatures.)